



Building a Europe
for and with children

Construire une Europe
pour et avec les enfants

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

ENF-VAE(2025)05rev1
Strasbourg, 19 juin 2026

Comité d'experts sur la prévention de la violence (ENF-VAE)

RAPPORT SUR LES CONSULTATIONS D'ENFANTS

Contribuant à l'élaboration d'une recommandation aux États membres sur la protection des enfants contre la violence par le biais d'une éducation complète à la sexualité

enf.vae@coe.int
www.coe.int/cdenf

Table des matières

I. INFORMATIONS GÉNÉRALES	4
II. METHODOLOGIE MIXTE	4
2.1 Cadre de référence méthodologique.....	4
2.2 Pays impliqués	5
2.3 Formats et modalités	5
2.4 Composition et diversité des groupes	5
2.5 Ethique et protection	6
2.6 Protocole d'analyse des données	7
2.7 Limites	7
III. RESULTATS DES CONSULTATIONS.....	8
3.1. Les connaissances sur le sujet	8
3.2. La signification de l'éducation complète à la sexualité.....	8
3.3. Les sources d'informations.....	9
3.4. L'importance de l'éducation à la sexualité.....	10
3.5. L'attitude face au sujet	10
3.6. Les attentes sur l'éducation complète à la sexualité	11
a. Quels sujets doivent être traités ?	11
b. Quand faut-il dispenser l'éducation complète à la sexualité ?	12
c. Pourquoi faut-il enseigner l'éducation complète à la sexualité?	13
d. Qui devrait enseigner l'éducation complète à la sexualité ?	13
e. Où l'éducation complète à la sexualité devrait-elle être enseignée ?	14
f. Comment l'éducation complète à la sexualité devrait être enseignée ?	15
IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	16
Annexe 1 - Tableau des différents ateliers.....	19
Annexe 2 - Modèle de rapports de consultation.....	21

CONSULTATIONS D'ENFANTS ET DE JEUNES (2026)

Contribuant à l'élaboration d'une recommandation aux États membres sur la protection des enfants contre la violence par le biais d'une éducation complète à la sexualité



QUESTIONS

- I. Quelles sont les **expériences** des enfants sur l'ECS?
- II. Quels sont leurs **souhaits** pour une ECS?

ECS = Education Complète à la Sexualité



245 enfants et jeunes
9 à 22 ans



12 pays



présentiel en ligne sondage
11 séances



6 rapports

I. CONSTATS



Limites de l'enquête: représentativité limitée; surreprésentation des répondants slovénes et peu de jeunes enfants

Expériences de l'ECS → trop limitée, optionnelle et centrée sur la biologie

Sources d'information → internet, l'école, les pairs, faible implication parentale

II. RECOMMANDATIONS DES ENFANTS ET DES JEUNES

QUAND

- **Débuter dès le plus jeune âge** (maternelle)
- Contenus **progressifs adaptés à l'âge et au développement**, et régulièrement actualisés

COMMENT

- **Pédagogie interactive** : ateliers, débats, supports variés, séances en ligne
- **Pédagogie inclusive** : LGBTQ+ handicap, laïque, non noté
- **Séances mixtes**, sans nécessairement séparer les groupes suivant les genres
- **Participation et implication des enfants et des jeunes** dans la création des contenus de l'ECS

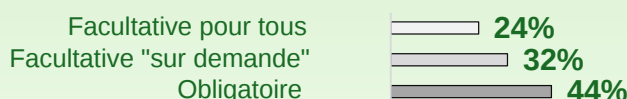
QUOI

- Aborder les aspects **relationnels, émotionnels, le consentement, la prévention de la violence, la gestion des situations de violence en ligne**
- Déconstruire le **tabou** de parler de sexualité

OÙ

- Dans un **environnement sécurisé**, avec confiance, respect, protection, et sans jugement
- **A l'école, à la maison, dans des clubs sportifs**, sur des plateformes en lignes et sur les réseaux sociaux

Degré d'obligation de l'ECS



Note : Sondage en ligne U-Report UNICEF 2024, (n=159)

AVEC QUI

- **Educateurs**, professionnels / spécialistes formés et qualifiés, à l'aise avec les sujets, en complément des enseignants et professionnels de santé.
- **Impliquer les parents** en leur proposant des outils et des formations

I. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. Dans le cadre de la mise en œuvre du domaine prioritaire 1 de la Stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027)¹, qui vise à « libérer tous les enfants de la violence », le Comité directeur des droits de l'enfant (CDENF), à travers son Comité d'experts en prévention de la violence (ENF-VAE)², est chargé d'élaborer un projet de recommandation sur la protection des enfants contre la violence par le biais d'une éducation complète à la sexualité.
2. Conformément au point 2.5 « Donner la parole à chaque enfant » de la stratégie 2022-2027, la participation des enfants est promue dans toutes les actions qui les concernent, reconnaissant ainsi la valeur unique de leurs contributions pour renforcer les droits humains, la démocratie et la cohésion sociale.
3. Dans ce contexte, et afin d'inclure les opinions des enfants dans les travaux d'élaboration de la Recommandation, une consultation d'enfants et de jeunes sur le sujet de l'éducation complète à la sexualité (ECS)³ a été menée dans les États membres du Conseil de l'Europe.
4. Ainsi, entre novembre 2024 et mars 2025, 242 enfants et jeunes de 9 à 22 ans, en provenance de douze pays ont été consultés.
5. Ce rapport rassemble les points de vue et suggestions des enfants et des jeunes recueillis lors de ces consultations⁴. Après la présentation du contexte général des consultations, il présentera la méthodologie employée, les résultats des consultations, et enfin les conclusions et recommandations.

II. METHODOLOGIE MIXTE

2.1 Cadre de référence méthodologique

6. La méthodologie employée pour cette consultation s'inscrit en cohérence avec :
 - l'application « du droit des enfants d'être entendus », tel que reconnu par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant⁵
 - les Lignes directrices pour la mise en œuvre de la participation des enfants aux activités du Comité de Lanzarote (2023)⁶

¹ Stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027) disponible à l'adresse <https://www.coe.int/fr/web/children/strategy-for-the-rights-of-the-child>.

² Voir les activités du Comité Directeur pour les Droits de l'Enfant et de ses comités d'experts à l'adresse <https://www.coe.int/fr/web/children/cdenf>.

³ Etant entendu que l'éducation complète à la sexualité se réfère à une éducation à la sexualité adaptée à l'âge des enfants tout au long du rapport, et est dénommée ECS.

⁴ Ce rapport s'appuie sur la compilation et l'analyse effectuées par le Dr Elina Stenvall, directrice de la recherche et de la qualité chez SOS Villages d'Enfants Finlande, des différents rapports de consultation auprès d'enfants et de jeunes.

⁵ Observation générale n° 12 (2009), Comité pour les Droits de l'Enfant.

⁶ *Lignes directrices sur la mise en œuvre de la participation des enfants aux activités du Comité de Lanzarote et à la Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels*, T-ES(2023)14.

- le Manuel du Conseil de l'Europe sur la participation des enfants à l'usage des professionnels travaillant pour et avec les enfants (2020)⁷ qui préconise l'utilisation du modèle de participation dit de « Lundy »⁸
7. Ces exigences fondamentales garantissent une participation sûre, éthique, inclusive et percutante, ou l'intérêt supérieur de l'enfant est prioritaire à chaque étape du processus.

2.2 Pays impliqués

8. Onze séances de consultations d'enfants et de jeunes provenant de **douze pays** ont été organisées:
- Huit consultations nationales dans quatre pays : Finlande, Hongrie, Pologne et Slovaquie⁹.
 - Une consultation binationale a réuni des enfants et des jeunes d'Italie et d'Irlande¹⁰.
 - Deux consultations transnationales ont rassemblé des enfants et des jeunes de sept pays différents : Albanie, Bulgarie, Croatie, Irlande, Moldavie, Irlande du Nord (Royaume-Uni) et Espagne¹¹.

2.3 Formats et modalités

9. Le format de consultation adopté a privilégié la consultation des enfants en groupe plutôt qu'individuelle (à l'exception d'un sondage en ligne). Tous les pays participants aux consultations d'enfants ont choisi de manière indépendante leur format d'organisation, ainsi que la sélection des animateurs et des participants. Ils ont justifié leur décision dans leurs rapports respectifs. Certains pays se sont appuyés sur des groupes préexistants d'enfants et de jeunes, tandis que d'autres ont constitué des groupes spécifiques pour l'occasion. Dans tous les cas, chaque consultation était encadrée par au moins deux animateurs, tous spécialistes de l'animation d'ateliers destinés aux enfants.
10. Cinq modalités de consultation des enfants ont été mise en place :
- des ateliers exclusivement en présentiel (2) organisés sous la forme de jeu de rôles, de « Walking Debate » ou de « World Café » ;
 - des ateliers exclusivement en ligne (4) mis en place sur Discord ou sur Zoom ;
 - des consultations mixtes avec la combinaison d'un atelier en ligne suivi ou précédé par un atelier en présentiel (4) ;
 - un sondage en ligne (1) mené via la plateforme U-Report.

2.4 Composition et diversité des groupes

11. Au total **245 enfants et jeunes âgés de 9 à 22 ans** ont été consultés. Pour chaque consultation l'objectif était de former un groupe de 10 à 20 enfants et jeunes en tenant compte de différentes

⁷ Manuel du Conseil de l'Europe sur la participation des enfants à l'usage des professionnels travaillant pour et avec les enfants (2020) <https://rm.coe.int/publication-handbook-on-children-s-participation-fr/1680a1453a>.

⁸ Lundy, L. (2007). "‘Voice’ is not enough: Conceptualising Article 12 of the United Nations Convention on the Rights of the Child." *British Educational Research Journal*, 33(6), 927-942.

⁹ Ces consultations ont été organisées par le Online Youth Community Center Loiste (Finlande), la HINTALOVON Child Rights Foundation (Hongrie), SEXEDPL (Pologne) et l'UNICEF (Slovaquie).

¹⁰ Ces consultations ont été organisées par : la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), le Parlement italien, le Conseil national de la jeunesse en Irlande, le Conseil national des enfants en Italie au sein du Bureau du Défenseur des enfants et des adolescents, géré par Defence for Children Italy (DCI).

¹¹ Ces consultations ont été organisées par Child Rights Connect.

dimensions telles que l'âge, le sexe, l'origine nationale et sociale, les vulnérabilités spécifiques ou le statut migratoire des enfants/jeunes ou des parents. Dans le cas du sondage en ligne, mené en Slovénie, la participation était ouverte à tous les enfants et jeunes utilisant la plateforme U-Report. Elle n'était donc pas limitée à un petit groupe préconstitué.

12. Un des ateliers numériques a été organisé avec des jeunes ayant des orientations sexuelles, des identités et des expressions de genre ou des caractéristiques sexuelles diverses (également appelés jeunes LGBTIQ+ dans le présent rapport).

Tableau des consultations

Pays de consultation (et l'organisme facilitateur)	Nombre d'enfants et de jeunes	Nombre de séances tenues	Âge des enfants et des jeunes	Format utilisé
Pologne (SEXEDPL)	12	2	16-22	Consultation mixte : en présentiel puis en ligne
Slovénie (UNICEF Slovenia)	20 159	1 1	13-19 13-22	Atelier en ligne Sondage en ligne
Irlande et Italie (organisé par l'intermédiaire de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe)	17	1	14-19	Atelier en personne
Hongrie (HINTALOVON Child Rights Foundation)	10	2	14-17	Consultation mixte : atelier hybride puis en personne
Finlande s	11 5	1 1	13-19 9-10	Atelier en ligne Atelier en personne
Albanie, Bulgarie, Croatie, Irlande, Moldavie, Irlande du Nord (Royaume-Uni) et Espagne (Child Rights Connect)	11	2	-	Ateliers en ligne
Total	245	11	9-22	Ateliers en présentiel, Ateliers en ligne, Consultations mixtes (présentiel/ en ligne), Sondage

2.5 Ethique et protection

13. La consultation d'enfants soulève des enjeux éthiques majeurs, notamment en matière de protection, de respect de la vie privée et de consentement éclairé. Afin de répondre à ces exigences, les animateurs nationaux étaient explicitement chargés de veiller à ce que le processus respecte pleinement les normes éthiques relatives à la conduite de consultations avec les enfants.

14. La politique de protection des enfants encadrant les activités de la Division du droit des enfants du Conseil de l'Europe¹² a servi de référence, en plus des cadres de protection des enfants des organisations qui ont coordonné la participation des enfants. Les rôles et responsabilités du Conseil de l'Europe et de ces organisations ont été clairement définis. Des réunions préparatoires axées sur la protection des enfants ont été organisées avec les organisations nationales responsables de la participation des enfants. Avant la collecte du consentement, les enfants ont été informés, dans une langue et d'une manière adaptée à leur compréhension, des lois et réglementations applicables, du cadre de protection des données, ainsi que de l'utilisation, du stockage et du traitement de leurs données personnelles. Il leur a également été expliqué qu'ils disposaient du droit de se retirer du processus de consultation à tout moment, sans conséquence. À la fin de chaque atelier, une attention particulière a été portée à l'information des enfants et des jeunes sur les prochaines étapes, notamment concernant l'adoption éventuelle d'une recommandation du Comité des Ministres sur la protection des enfants contre la violence par le biais d'une éducation complète à la sexualité.

2.6 Protocole d'analyse des données

15. L'analyse des données s'est déroulée en plusieurs phases avec d'une part, l'examen des données quantitatives issues du sondage et des ateliers en ligne ; d'autre part, l'analyse qualitative des entretiens ; et enfin, des analyses croisées pour consolider et enrichir la compréhension globale des résultats obtenus. L'analyse a été effectuée par les organisations partenaires ayant facilité chaque consultation, puis par des consultantes internationales soutenues par le Secrétariat.
16. Le cadre d'interprétation des données s'organise selon six axes thématiques:
- les connaissances sur le sujet
 - la signification de l'ECS ;
 - les sources d'informations ;
 - l'importance du sujet ;
 - l'attitude face au sujet ;
 - les attentes sur une éducation complète la sexualité, divisées en sous-thèmes : quels sujets, quand, pourquoi, par qui, où, comment.
17. La démarche offre une compréhension approfondie des perceptions, besoins et attentes des enfants et des jeunes sur l'ECS.

2.7 Limites

18. L'interprétation des résultats de cette consultation tient compte d'un certain nombre de limites méthodologiques, tant dans la constitution des groupes que dans la collecte et l'analyse des données.
19. Tout d'abord, la composition des groupes de consultation n'a pas permis d'obtenir un échantillon pleinement représentatif en raison de la forte surreprésentation de participants d'un seul pays (Slovénie) et de la présence majoritaire d'adolescents et de jeunes adultes, ce qui a limité la

¹² La politique de protection des enfants de la Division du Droit des Enfants disponible (en anglais seulement) à l'adresse <https://rm.coe.int/2019-council-of-europe-child-safeguarding-policy/168098c6cf>.

voix des plus jeunes. Les facilitateurs n'étaient pas en mesure d'influencer la composition et la diversité du groupe selon l'âge, le handicap, le statut migratoire ou d'autres critères.

20. Par ailleurs, l'analyse des citations se heurte à l'absence d'informations contextuelles telles que l'âge, le sexe ou le pays d'origine des enfants cités. Cela ne permet pas d'attribuer précisément les propos recueillis à des profils spécifiques, ce qui limite la portée et la précision des interprétations pouvant en être faites.
21. De plus, l'usage de la prise de notes limite la fidélité et l'exhaustivité des données collectées et peut affecter la qualité des analyses produites.

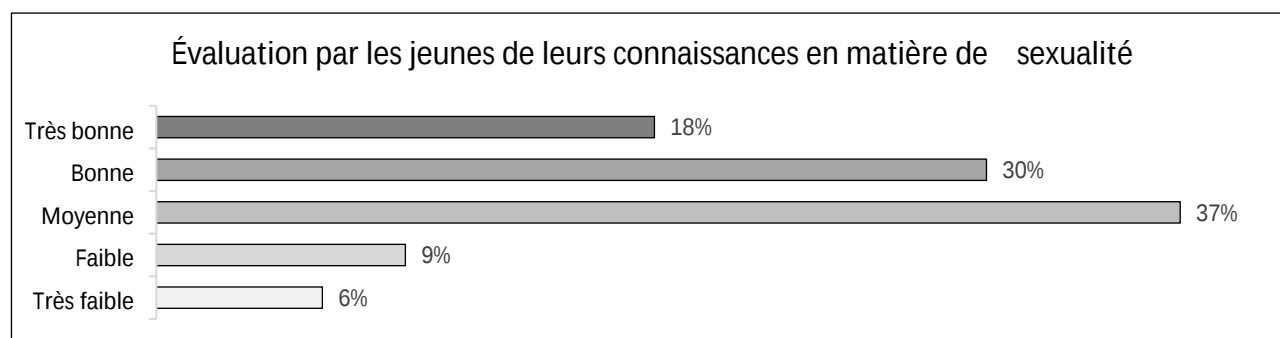
III. RESULTATS DES CONSULTATIONS

22. La synthèse suivante est tirée des analyses croisées des résultats des différentes consultations des enfants et des jeunes dans l'ensemble des consultations menées.

3.1. Les connaissances sur le sujet

23. Les enfants et jeunes consultés estiment que les connaissances transmises par l'éducation à la sexualité dont ils ont bénéficié sont incomplètes et peu adaptées à leurs attentes ou à leur âge. De nombreux thèmes auraient été survolés ou éludés, notamment la prévention des violences (sexuelles, psychologiques, émotionnelles), le consentement, l'affirmation de soi, la gestion des limites, la diversité des genres et des orientations sexuelles, ou encore la contraception masculine. Malgré quelques expériences positives isolées, le sujet reste largement tabou à l'école comme à la maison. L'enseignement de l'éducation à la sexualité est jugé peu interactif, peu pertinent et souffre d'un manque de pédagogie participative ainsi que d'un déficit de formation des intervenants.
24. Sur le sujet des violences sexuelles, les enfants et les jeunes ont donné des exemples concrets pour se protéger eux-mêmes et leurs pairs. Ils sont conscients de la violence sexuelle en ligne et de la nécessité de sécurité sur Internet, mais restent démunis quant à la prévention de la violence sexuelle et des comportements inappropriés, notamment en ligne. Ils manquent également de connaissances sur les personnes auxquelles s'adresser en cas de problème.

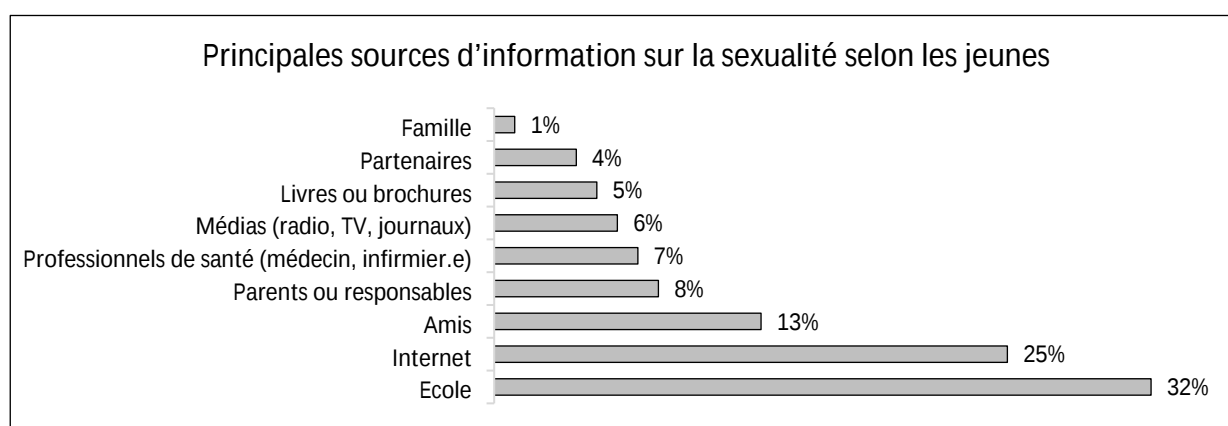
Note : Sondage en ligne U-Report UNICEF 2024, (n=159)



3.2. La signification de l'éducation complète à la sexualité

25. Le sondage en ligne, mené en Slovénie proposé par l'U-Report de l'UNICEF révèle que parmi les répondants, 52 % ont répondu qu'une ECS signifiait discuter des relations interpersonnelles, apprendre à connaître les parties du corps (26 %) et comprendre les sentiments et les émotions (23 %).
26. Parmi les onze enfants Albanie, Bulgarie, Croatie, Irlande, Moldavie, Irlande du Nord (Royaume-Uni) et Espagne consultés par Child Rights Connect, 92 % ont répondu que l'éducation à la sexualité signifie « l'égalité des sexes, l'identité de genre et l'orientation sexuelle » et « la sexualité et la santé reproductive ».

3.3. Les sources d'informations



Note : Sondage en ligne U-Report UNICEF 2024, (n=159)

27. Alors que le graphique ci-dessus montre que les 159 enfants et jeunes slovènes consultés en ligne tirent leur information sur le sexe et la sexualité principalement de **l'école, puis d'internet**, les 11 enfants et les jeunes de nationalités diverses consultés lors de l'atelier organisé par Child Rights Connect ont quant à eux déclaré que leur principale source d'information est **Internet** et les **réseaux sociaux** mais aussi, à égalité, les **parents** et les membres de la famille (notamment les frères et sœurs).
28. Les enfants et les jeunes dans leur ensemble rapportent s'informer eux-mêmes sur la sexualité via Internet, en particulier sur les plateformes des réseaux sociaux telles que Youtube, TikTok et Instagram. Ils indiquent que ces plateformes leur permettent d'accéder rapidement à une grande variété de contenus, mais ils soulignent aussi le risque de désinformation et le manque de vérification des sources.
29. L'école constitue également un lieu d'information en particulier par le biais des infirmières scolaires. Les enfants et les jeunes mentionnent aussi leurs pairs, amis ou camarades de classes comme sources privilégiées d'échange d'informations. Les jeunes LGBTIQ+ indiquent recevoir des connaissances à partir de livres et des camps de scouts.
30. Les parents sont peu sollicités, voire démunis, certains jeunes déclarent devoir eux-mêmes informer leur entourage familial. Certains enfants et jeunes ont également mentionné les frères et sœurs plus âgés comme source de connaissances, car ils sont plus à l'aise d'en discuter avec eux que d'en parler aux parents.

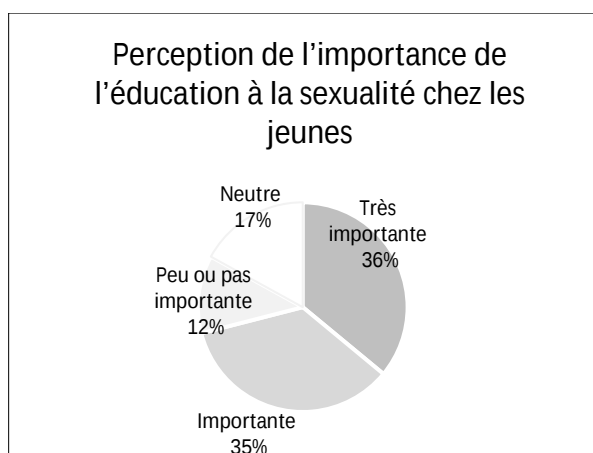
3.4. L'importance de l'éducation à la sexualité

« Ce sujet nous intéresse tous, les jeunes, et il est juste que nous obtenions suffisamment d'informations. »¹³

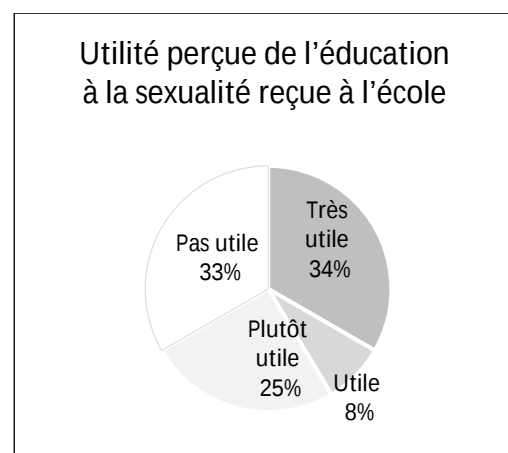
« Dans les 1ère et 2ème années, nous devrions apprendre ce qu'il faut et ne faut pas faire. Ensuite, en apprendre davantage ! Nous ne devrions pas envoyer des gens dans le monde réel sans qu'ils sachent quoi que ce soit. »

« J'aimerais simplement dire que les conservateurs affirment que s'il y avait plus d'éducation à la sexualité, cela conduirait à davantage de relations sexuelles, mais la vérité, c'est que plus les jeunes connaissent les risques liés au sexe, moins ils auront de relations sexuelles, et celles-ci seront aussi plus responsables et moins risquées. »

31. L'ECS adaptée à l'âge est selon les enfants et les jeunes, essentielle pour prévenir la violence et lutter contre la désinformation. Elle est nécessaire pour mieux comprendre leur corps, développer la conscience et l'affirmation de soi, fixer des limites et comprendre le consentement éclairé. D'après eux, le manque d'information contribue à générer des problématiques graves telles que les grossesses non désirées, l'augmentation des viols et des violences sexistes.



Note : Sondage en ligne U-Report UNICEF 2024, (n=159)

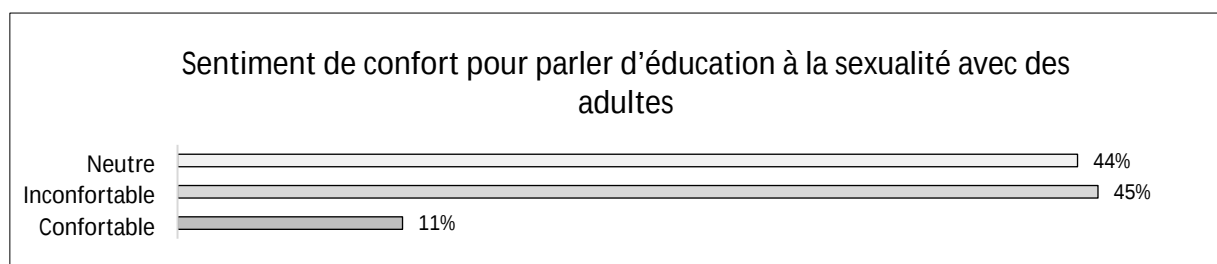


Note : Atelier en ligne Child Right Connect 2024, (n=11)

3.5. L'attitude face au sujet

32. La plupart des enfants et des jeunes n'étaient pas à l'aise avec l'idée de parler de sexe et de sexualité avec des adultes. Certains indiquent qu'à l'école, des séances d'éducation à la sexualité existent mais restent souvent optionnelles, succinctes, centrées sur l'aspect biologique et dispensées par du personnel non formé ou peu à l'aise, ce qui limite l'accès à des informations pratiques et actualisées.

¹³ Le texte en bleu et italique dans ce rapport se réfère à des paroles d'enfants et de jeunes consultés dans le cadre de la consultation de groupe sur l'éducation complète à la sexualité.



Note : Sondage en ligne U-Report UNICEF 2024, (n=159)

3.6. Les attentes sur l'éducation complète à la sexualité

a. Quels sujets doivent être traités ?

« Tout devrait être abordé. Un peu de tout. J'ai 18 ans et j'ai l'impression de ne rien savoir sur la sexualité. On n'apprend que le corps masculin et le corps féminin, et c'est tout. »

« L'amour, l'amitié et leurs significations, ainsi que les relations et le fait de briser la stigmatisation de ne pas en faire partie. »

« Les cours d'éducation à la santé étaient horribles, parce que les choses étaient présentées suivant un schéma homme-femme, au point que j'ai commencé à avoir l'impression que je ne devrais même pas exister. »

« Je me souviens juste qu'on a mentionné dans une phrase ou deux que, au fait, les gays existent aussi ! »

« Nous voulons parler de sujets qui ne sont pas normalisés, comme le porno et les LGBTQIA+. »

« En tant que garçon ayant un vécu trans, je n'ai rien retiré de l'éducation à la sexualité, parce que tout était présenté de manière traditionnelle. »

« Nous sommes allés dans un centre de conseil familial en classe de troisième (14-15 ans) et il y avait beaucoup d'informations sur la contraception, mais uniquement dans une perspective hétéro. Par exemple, les digues buccales n'étaient même pas mentionnées. »

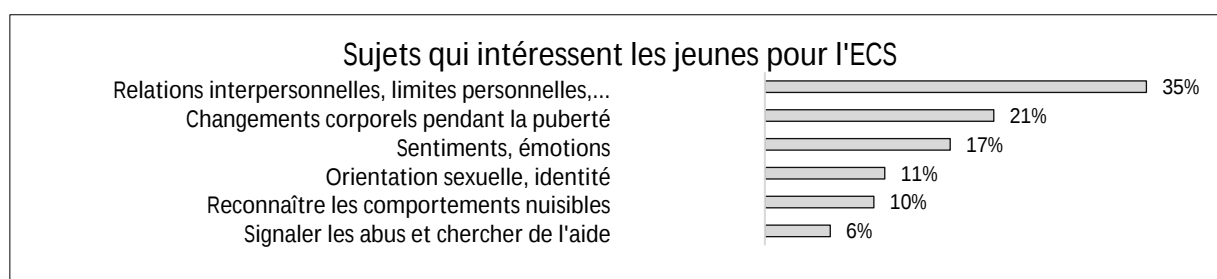
« Il n'y avait rien à l'école sur les limites. C'est un savoir que j'ai dû acquérir par moi-même. »

« Je n'ai jamais appris à l'école quoi faire si j'étais confronté à de la violence. Mes connaissances venaient de la thérapie et de témoignages sur Instagram. »

33. Les enfants et les jeunes consultés indiquent la nécessité de débiter l'éducation à la sexualité dès le plus jeune âge, avec des **contenus progressifs, adaptés**, couvrant les dimensions biologiques, psychologiques, relationnelles, affectives, juridiques et sociales.

34. Plus précisément, les contenus attendus portent sur la prévention des violences et des maladies et infections sexuellement transmissibles, le consentement avec l'enseignement des limites, de l'affirmation de soi, la contraception, la gestion des sentiments et des relations, la façon de gérer les situations de violence sexuelle ou émotionnelle, les droits et ressources pour être aidés en cas de difficulté.

35. Les jeunes expriment également le besoin d'associer les parents, via de l'information ou des formations dédiées, pour lever les tabous au sein des familles.
36. Pour le groupe de jeunes LGBTQIA +, il y a trop d'hétéronormativité et de binarité sexe/genre dans l'ECS actuelle. Ils souhaiteraient que cela change et ils ont suggéré d'informer les professionnels et ceux qui éduquent sur la sexualité sur les différences et les diversités.
37. D'autres sujets ont été évoqués tels que l'avortement qui a été identifié comme un sujet délicat, certains enfants ont dit avoir éprouvé de la peur pendant les séances sur l'avortement et ont demandé davantage de connaissances générales sur le sujet.
38. Par ailleurs, les jeunes dénoncent la désinformation en ligne et l'absence de contenus adaptés à chaque âge, en particulier sur le consentement éclairé, la violence sexuelle et la santé sexuelle. Ils ont également demandé davantage d'informations pour les aider à comprendre ce en quoi consiste un comportement « normal » ou « approprié » sur Internet.



Note : Sondage en ligne U-Report UNICEF 2024, (n=159)

b. Quand faut-il dispenser l'éducation complète à la sexualité ?

« J'ai 14 ans, et je pense que nous devrions normaliser l'éducation à la sexualité à un jeune âge. »

« Commencer lorsque les enfants ont 4 à 6 ans peut être une bonne idée ; pour les plus grands, c'est trop tard, car les jeunes sont curieux et iront sur internet. »

« Cette année, je suis au collège et j'ai commencé à en parler un peu. Avant, je ne savais pas d'où venaient les bébés, ni même ce qu'était la menstruation. »

« La grossesse et l'accouchement devraient déjà être discutés (d'autant plus que le seuil d'âge pour une telle prise de conscience est en train de s'abaisser). »

39. De manière générale, les enfants ont suggéré que l'ECS devrait débiter **dès le plus jeune âge**. Certains ont indiqué que cela devrait commencer à la maternelle, d'autres ont cité l'école primaire, et d'autres encore « à l'école ». Plusieurs ont souligné que, même si la responsabilité principale incombe encore aux parents, l'assistante maternelle (ou la personne qui garde l'enfant) et l'enseignant jouent eux aussi un rôle important,
40. Les enfants et les jeunes ont indiqué des **groupes d'âge très spécifiques** pour aborder certains sujets. Par exemple, certains enfants et jeunes ont proposé que l'éducation aux émotions débute dès six ans, que les changements corporels soient abordés à sept ans, que la santé sexuelle

soit discutée à onze ans et que les sujets liés à l'orientation sexuelle soient introduits à quatorze ans.

41. Ils ont également souligné l'importance d'adapter le contenu et les supports aux différentes étapes de la vie et de les mettre à jour régulièrement pour refléter les enjeux et les réalités sociétales actuelles.

c. Pourquoi faut-il enseigner l'éducation complète à la sexualité?

42. La compilation des réponses des enfants et des jeunes suggère la liste suivante:

- **Elle prévient la violence sexuelle et les risques liés à la sexualité:** l'ECS les aide à comprendre leurs droits, leurs limites et la façon de gérer les situations de violence sexuelle ou psychologique. De ce fait, elle peut être un outil de prévention et de protection contre la violence sexuelle. Elle peut en outre contribuer à réduire le risque de VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles.
- **Elle aide au développement personnel,** d'autant plus lorsqu'elle est proposée à un jeune âge car elle favorise une compréhension saine de la sexualité, et elle peut réduire la stigmatisation et l'embarras associés au sujet.
- **Elle contribue à l'inclusivité et l'égalité** en adoptant une approche globale qui prend en compte toutes les facettes de la sexualité : les aspects sociaux, culturels, psychologiques, émotionnels et relationnels. Certains participants ont suggéré que les obstacles religieux à l'accès à une ECS devraient être éliminés afin que tous les enfants et les jeunes puissent bénéficier de cette éducation sans aucune restriction.

d. Qui devrait enseigner l'éducation complète à la sexualité ?

« Vous pouvez obtenir des informations de deux manières : l'une est acceptable, et l'autre ne l'est pas. Nous avons besoin d'informations qui nous permettent de nous forger nos propres opinions. Si ce sujet est utilisé pour nous faire peur, on ne se sent pas à l'aise. »

« Je ne ressentais pas de lien avec mon professeur, mais la relation avec l'éducateur était complètement différente. Grâce à elle, j'ai pu aborder des sujets difficiles sans crainte. »

« Si l'enseignant est du même sexe, il est plus facile de s'identifier à eux. »

« La sexualité est encore un sujet tabou. Je n'ose pas demander à ma mère et à mon père à la maison. Ce sont mes parents qui me connaissent le mieux, mais en même temps, c'est difficile de leur parler de ce sujet. »

43. Les enfants et les jeunes ont suggéré que l'ECS puisse être enseignée par divers professionnels qui doivent être en mesure de créer un environnement sûr et sans jugement où les élèves se sentent à l'aise pour s'exprimer et poser des questions. Plus précisément, ils mentionnent des experts en ECS, des enseignants, du personnel d'ONG et des professionnels des clubs sportifs. **L'intervention d'experts externes qualifiés est préférée** car cela garantirait une qualité des séances et faciliterait la prise de parole des enfants et des jeunes, car ils n'auraient pas à craindre de recroiser ces intervenants dans d'autres contextes de leur vie quotidienne.

44. Les enfants et les jeunes ont identifié plusieurs qualifications pour être un bon éducateur en matière d'ECS:

- **Expertise en éducation sexuelle** : les éducateurs doivent être des experts en éducation sexuelle, tels que des éducateurs sexuels, des sexologues ou des psychologues. Cela garantit qu'ils ont les connaissances et les compétences nécessaires pour enseigner efficacement le sujet.
- **Aisance avec le sujet** : les éducateurs doivent être à l'aise pour discuter de sexualité et de sujets connexes. Cela contribue à créer un environnement sûr et inclusif pour les élèves.
- **Expérience professionnelle avec les enfants et les adolescents** : les éducateurs doivent avoir de l'expérience professionnelle avec les enfants et les adolescents. Cela les aide à comprendre les étapes de développement et à adapter le contenu en conséquence.
- **Capacité à créer un environnement sûr** : les éducateurs doivent être en mesure de créer un environnement sûr et sans jugement où les élèves se sentent à l'aise pour s'exprimer et poser des questions.
- **Connaissance de l'information scientifique** : les éducateurs doivent se référer aux connaissances scientifiques comme base. Cela inclut des informations sur les maladies sexuellement transmissibles, la contraception et l'avortement.

45. Les enfants et les jeunes ont, dans ce contexte également, souligné la complémentarité des rôles et la responsabilité partagée entre les parents et l'école. *Cela s'explique en partie par la crainte que tous les parents n'aient pas la capacité d'enseigner l'ESC. Comme indiqué précédemment, certains jeunes ont affirmé devoir eux-mêmes informer leur entourage familial sur les questions de sexualité.*



Note : Sondage en ligne U-Report UNICEF 2024, (n=159)

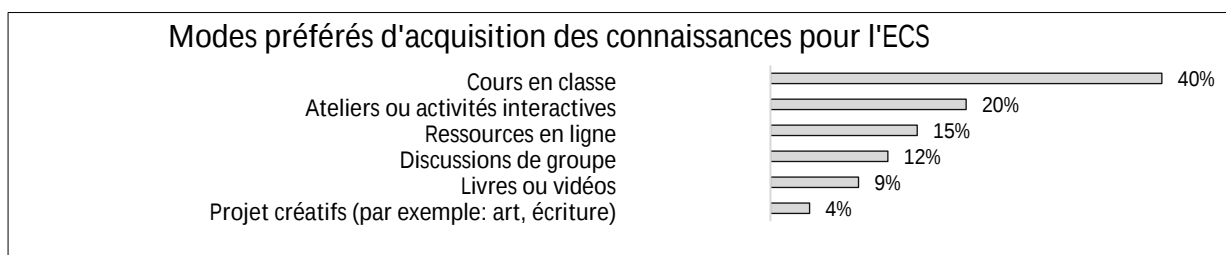
e. Où l'éducation complète à la sexualité devrait-elle être enseignée ?

« Il est important d'apprendre l'éducation à la sexualité sexuelle à l'école. Parfois, dans la classe, il y a des gens qui ne sont pas assez matures ; ils ne sont pas assez préparés. Nous devons aussi apprendre à la maison. »

« C'est important non seulement à l'école, mais aussi à la maison. »

« Les ONG et les cliniques de santé publique pourraient également organiser des événements pour enseigner. »

46. Les enfants et jeunes ont suggéré qu'une ECS soit enseignée dans divers contextes et environnement afin de garantir un accès équitable pour tous. Plus précisément, ils mentionnent les **écoles**, la **maison**, les **clubs sportifs** et également les **plateformes en ligne** et les **réseaux sociaux**. De plus, ils indiquent qu'il est essentiel qu'elle se déroule dans des environnements sécurisés et sans jugement où chacun peut s'exprimer librement et poser ses questions. Ils soulignent également l'importance de s'assurer que les éducateurs soient bien informés et à l'aise avec le sujet.

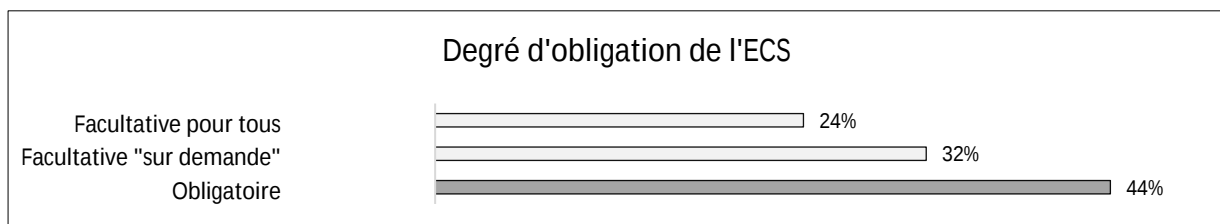


Note : Sondage en ligne U-Report UNICEF 2024, (n=159)

f. Comment l'éducation complète à la sexualité devrait être enseignée ?

« Comme cela devrait être obligatoire, vous devez le faire, il n'y a pas le choix. L'éducation à la sexualité est un droit humain, au même titre que la nourriture, la chaleur et le logement. »

47. Les enfants et les jeunes ont souligné que l'ECS devait être considérée comme un **droit fondamental** et devait être enseignée à tous les stades du développement et dans tous les domaines de la vie. Les personnes consultées ont également souhaité être informées de leurs droits humains. Lors d'un atelier en ligne, 92 % des 11 participants ont recommandé que l'ECS comprenne un enseignement sur les droits humains, notamment sur des thèmes tels que l'égalité des genres, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, la sexualité ainsi que la santé sexuelle et reproductive.



Note : Sondage en ligne U-Report UNICEF 2024, (n=159)

48. **Les avis exprimés des différents groupes d'enfants consultés divergent sur le caractère obligatoire de l'ECS.** Le graphique ci-dessus montre que les 159 enfants et jeunes ayant participé au sondage en ligne soutiennent en plus grand nombre une ECS obligatoire. Les résultats des groupes en présentiels sont davantage favorables à un enseignement obligatoire pour tous les élèves, mais non noté, structuré, laïque et basé sur des approches scientifiques, qui soit inclusif pour les personnes LGBTQ+ et les élèves en situation de handicap, sans influence politique ou religieuse. Cependant, dans certains groupes, la majorité des enfants et des jeunes qui ont participé aux ateliers et au sondage souhaitent que l'ECS reste facultative (notamment le groupe consulté via Child Rights Connect).
49. La grande majorité des enfants et des jeunes souhaitent qu'une ECS soit **dispensée dans des classes mixtes**. Ils ont souligné que des cours séparés pour différents groupes ne sont pas souhaitables, car personne ne souhaite être perçu comme différent. Il est alors essentiel de concevoir un format d'éducation complète à la sexualité qui soit adapté à tous. En même temps, ils ont identifié qu'il pourrait y avoir certains groupes qui nécessiteraient une attention particulière, comme les enfants et les jeunes souffrant de problèmes de santé mentale. De même, ils ont estimé qu'il fallait encourager les enfants et les jeunes solitaires et silencieux à participer aux séances, car ils risquaient de ne pas y participer volontairement. Une attention

particulière devrait être également accordée aux besoins des jeunes LGBTIQ+ afin qu'ils aient la possibilité d'apprendre des choses qui leur sont réellement utiles.

50. L'ECS devrait, selon les enfants et les jeunes, être dispensée avec une **pédagogie interactive** incluant des sessions participatives, des discussions de groupe, des débats et l'utilisation de différents supports tels que des tests, des quiz, des jeux et des vidéos.
51. Les jeunes souhaitent pouvoir **participer à l'élaboration, l'évaluation et la diffusion de ces contenus**, voire jouer un rôle de pairs éducateurs.

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

52. Les analyses croisées des consultations permettent de montrer que les enfants et les jeunes **sont déjà conscients** de sujets tels que la sexualité, les abus sexuels et la violence. Leurs connaissances sont néanmoins jugées incomplètes, de nombreux thèmes étant absents de l'ECS (consentement, prévention, diversité, contraception masculine). L'enseignement est peu adaptées à l'âge et aux attentes, avec un enseignement peu interactif, manquant de pédagogie participative et de formation des intervenants.
53. Sur base des consultations, les enfants et les jeunes suggèrent qu'une éducation à la sexualité fiable et complète **est importante** pour que les enfants et les jeunes :
 - Evitent d'être induits en erreur par des informations fausses ou trompeuses.
 - Se comprennent et comprennent leur corps, sachent comment fixer des limites et s'affirmer, contribuant ainsi à leur développement personnel.
 - Apprennent comment réduire les stigmas et favoriser l'égalité et l'inclusivité.
 - Évitent des problèmes futurs, tels que les problèmes relationnels, une grossesse non désirée ou des risques pour leur santé (telles que les maladies ou infections sexuellement transmissibles).
 - Reçoivent des informations utiles pouvant les aider à prévenir ou se protéger, eux-mêmes ou les autres, contre les violences sexuelles.
 - Brisent la perception selon laquelle l'éducation à la sexualité est un sujet tabou ou contre nature.
 - Reconnaissent qu'il s'agit d'une connaissance universellement utile, quelque chose que tout le monde devrait avoir comme connaissance générale.
54. Les enfants et les jeunes ayant participé aux consultations **encouragent les gouvernements européens** à intégrer ces idées et expériences dans l'instrument du Conseil de l'Europe et dans la législation nationale, et **à impliquer les enfants et les jeunes tout au long du processus d'adoption d'une ECS**. Ils demandent l'adoption d'une recommandation pratique et compréhensible du Comité des Ministres, inspirées des principales **recommandations** suivantes :

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	
1)	Thèmes à couvrir :

L'ECS doit être élargie au-delà des questions biologiques et ne doit pas exclure les sujets sensibles. Elle doit :

- Enseigner les relations interpersonnelles, les sujets liés au développement psychosexuel, la connaissance du corps et des émotions, les limites, le consentement éclairé et le retrait du consentement ;
- couvrir la santé reproductive, la planification familiale, la contraception et des sujets difficiles comme l'avortement de manière neutre ;
- inclure des questions relatives à l'égalité des sexes, l'identité de genre et l'orientation sexuelle ;
- s'adresser aux personnes en situation de handicap ;
- aborder les violences sexuelles et émotionnelles et les violences en ligne. Enseigner aux enfants et aux jeunes comment se protéger et où chercher de l'aide, fournir des conseils sur la façon de soutenir les pairs victimes de violence et comprendre la responsabilité des adultes.

2) Information fiable et équilibrée

Il y a une volonté d'avoir des informations justes et équilibrées, basées sur la science, sans influence politique ou religieuse, et qui permettent de se prémunir des risques de désinformation obtenus en ligne.

3) Contenus adaptés et évolutifs

Il faudrait commencer l'ECS dès le plus jeune âge, idéalement dès la maternelle, avec des contenus progressifs et adaptés à l'âge et au développement des enfants, mis à jour selon l'évolution sociétale, et soutenus par des ressources accessibles.

4) Inclusivité

Il est crucial de créer un format d'ECS qui convienne à tous les enfants et jeunes. Il y a un besoin d'environnements sécurisés, sans jugement, dans des classes mixtes. Les enfants plus vulnérables, tels que ceux qui ont des problèmes de santé mentale ou issus de familles socialement défavorisées, ont besoin d'une attention particulière.

5) Différents contextes d'apprentissage

Les enfants et les jeunes devraient avoir accès à divers formats et contextes d'ECS tel qu'à l'école, dans les activités extra-scolaires, par les parents, ainsi que sur les plateformes en ligne et les réseaux sociaux.

6) Caractère obligatoire

La majorité consultée était favorable à des cours d'ECS obligatoires pour tous, pendant les heures de classe, mais certains groupes ont exprimé une préférence pour un enseignement facultatif, sans exigences de notation.

7) Employer des spécialistes en ECS

L'ECS devrait être dispensée par des professionnels qualifiés, des experts en ECS ou des ONG. Les éducateurs devraient être capables de créer un environnement sûr et sans jugement, dans le cadre d'une pédagogie participative et interactive. Des sessions spéciales animées par des conférenciers invités tels que des médecins, des psychologues, ou des psychiatres devraient être proposées en complémentarité avec les interventions des éducateurs, des enseignants et des parents.

8) Enseignement sans inconfort

Il est particulièrement important que les personnes enseignant l'ECS soient à l'aise avec le sujet ne manifestent pas d'embarras. L'inconfort des adultes et le tabou rendent ce thème embarrassant ou difficile à aborder alors que les enfants et les jeunes ne le perçoivent pas comme gênant.

9) Ressources adéquates

Des ressources adéquates doivent être allouées pour enseigner et informer sur l'ECS, et des formations doivent être prévues pour ceux qui dispensent l'ECS.

10) Impliquer les parents

Il convient d'étendre l'éducation à la sexualité aux parents pour les aider à aborder ces sujets avec leurs enfants et à élargir leur propre compréhension, et d'accroître les connaissances et les activités pratiques pour les jeunes sur la façon de parler de sexualité à leurs parents.

55. Les enfants et les jeunes ont montré de l'enthousiasme lors des consultations et positifs quant à leur expérience. Certains ont souligné qu'ils ont pu en apprendre davantage sur l'ECS en général grâce à l'atelier. L'un d'eux a déclaré qu'il se sentait maintenant plus à l'aise pour parler d'ECS. Les enfants et les jeunes participants ont également souligné leur intérêt à participer à d'autres consultations dans leurs écoles, aux niveaux régionaux, national et international.

ANNEXES

Annexe 1 - Tableau des différents ateliers

Atelier court/en ligne (1,5 H)	Atelier moyen (2 H)	Atelier long (2,5 H)
Introduction et mise en scène (20 min) Définition succincte de l'éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge des enfants Premier travail sur Mentimeter* : « Êtes-vous à l'aise de parler de relations, de sexe ou de sexualité avec vos amis ? » « Que signifie pour vous l'éducation à la sexualité ? » « Pourquoi est-il important que les enfants reçoivent une éducation à la sexualité ? »		
Priorité thématique et première étape (20 min). (sur un flipchart ou un post-it) - Avez-vous suffisamment d'informations sur les relations, le sexe et la sexualité ? Qu'en savez-vous ? - Avez-vous reçu cette information de l'école, des parents, des amis, en ligne ? - Les informations que vous avez apprises à l'école sont-elles intéressantes et utiles ? - Votre école se concentre-t-elle sur des choses que vous ne pensez pas être importantes ? L'animateur présente : il y a cette discussion sur les secrets ou l'obéissance aux règles. Et si quelqu'un vous fait quelque chose, par exemple vous touche d'une manière qui ne vous semble pas correcte et vous dit de ne rien dire, devriez-vous obéir à ces règles ? Pourquoi pas ? Quand ne pas obéir ? L'étape suivante, si quelqu'un dit « c'est secret », devriez-vous lui obéir et le garder secret ? Dans quelles circonstances ne leur obéirais-tu pas ? Que devez-vous faire si quelqu'un vous touche et que vous ne l'aimez pas ? Ce genre de questions devrait-il être inclus dans l'éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge des enfants ? Acquérez-vous suffisamment de connaissances pour comprendre ce qui est bien ou mal comment vous traiter ? Comment l'éducation à la sexualité peut-elle mieux protéger les enfants et les jeunes ou leur donner les outils nécessaires pour être en sécurité ?		
<u>A ajouter dans un atelier de 2 heures</u> Concernant l'utilisation d'internet (utiliser une nouvelle feuille) - Vous sentez-vous en sécurité sur Internet ? - En quoi Internet pourrait-il être dangereux ? - Avez-vous déjà été confronté à des images ou à du matériel non désirés et/ou sexuels et/ou nuisibles sur Internet (par exemple, de la pornographie) ? - Comment cela pourrait-il être abordé dans l'éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge des enfants ? Avez-vous parlé de la façon de réagir lorsque vous regardez des images sexuelles ou nuisibles en ligne ? Concernant le respect des différences - Certains enfants sont-ils plus vulnérables que d'autres ? Pourquoi ? - L'éducation que vous avez reçue est-elle attentive aux différences et aux situations spécifiques (telles que l'identité et les caractéristiques de genre, les enfants handicapés, les origines migratoires ou ethniques, les enfants des rues...) ?		
<u>A ajouter dans un atelier de 2,5 heures</u> Que faudrait-il aborder d'autre dans l'éducation à la sexualité pour prévenir la violence sexuelle ? - Les informations que vous recevez vous aident-elles et suffisent-elles à identifier toutes les formes de violence, y compris la violence sexiste, sexuelle et numérique ? - Avez-vous reçu de l'information sur la façon de faire un signalement ou à qui vous adresser ? - D'autres idées ?		

PAUSE (10 min)

Confrontation avec la réalité et compréhension commune (20 min). Créez ces questions sur Mentimeter (ou utilisez une autre méthode de vote) et demandez aux participants de voter.

1. L'enseignant vous enseigne à l'école avec tous vos camarades de classe sur les relations, le sexe et l'éducation à la sexualité.
2. Un expert professionnel en éducation à la sexualité vient dans votre classe et vous enseigne, à vous et à vos camarades de classe, les relations, le sexe et l'éducation sexuelle.
3. Une éducation à la sexualité ciblée est dispensée dans votre club sportif, votre activité ou votre camp.
4. Vous êtes invité au groupe en ligne où l'éducation à la sexualité est enseignée.
5. Vous savez que dans votre quartier, il y a des ONG, des centres pour jeunes, etc. qui donneront de l'éducation à la sexualité et vous pouvez y participer si vous le souhaitez.

Et maintenant ? Recommandations, considérations et propositions (20 min)

Tous les participants ressentent-ils la même chose ou y a-t-il d'autres opinions ?

Quel format de diffusion d'un contenu complet d'éducation à la sexualité, par exemple à l'école, leur conviendrait le mieux ?

Qui leur a fourni le plus d'informations sur l'éducation à la sexualité jusqu'à présent ? Ont-ils suffisamment de connaissances sur le sujet pour se sentir en sécurité ?

Comment se sentent-ils, ils pourraient être impliqués dans ce sujet à l'avenir ?

Annexe 2 - Modèle de rapports de consultation

Les animateurs ont été chargés de rendre compte au Conseil de l'Europe, en particulier au Secrétariat du Comité directeur des droits de l'enfant (CDENF), des résultats des consultations avec les enfants. On trouvera ci-après une proposition de structure pour les rapports par pays. Les animateurs sont libres d'inclure des informations et des détails supplémentaires s'ils le jugent utile. La date limite pour la soumission des rapports par pays est spécifiée dans le contrat. Le Commissaire international ou le Secrétariat a travaillé avec les rapports des animateurs et a pris en compte les contributions des enfants en conséquence.

INFORMATIONS GÉNÉRALES	
Consultation	
Animateur(s)	<i>Veillez fournir des informations sur la personne qui a supervisé l'organisation et qui a contribué à l'organisation de l'événement, ainsi que des informations sur le(s) animateur(s).</i>
Session	<i>Veillez fournir des informations sur les dates et le lieu des sessions, la durée / heure des sessions...</i>
Priorité ou activité thématique	<i>Consultations en vue de l'élaboration d'une recommandation à l'intention des États membres sur une éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge.</i>
Format utilisé	<i>En présentiel ou en ligne</i>
Enfants	<i>Veillez fournir des informations sur le nombre d'enfants consultés, l'âge, le sexe, l'origine nationale ou sociale, les vulnérabilités spécifiques ou d'autres caractéristiques spécifiques, l'origine des enfants (ville/région), la manière dont ils se sont rendus sur place en cas de consultations en face à face...</i>
Nombre de séances tenues	
Autres informations pertinentes sur le cadre	<i>Toute autre information, par exemple des informations sur la dynamique et l'interaction entre les enfants et entre les enfants et l'animateur.</i>

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS	
Réflexions et considérations des enfants et des jeunes sur le thème : quelles informations ont-ils déjà reçues ? Ont-ils suffisamment de connaissances et comment peuvent-elles être améliorées ? Y a-t-il suffisamment de connaissances pour prévenir la violence ? Si vous avez utilisé un format plus long, incluez également ces réflexions.	
Les attentes des enfants pour l'avenir ; comment, où, quand et par qui l'éducation à la sexualité doit-elle être enseignée ?	
Des actions concrètes sont proposées sur ce qui devrait être inclus dans l'éducation complète à la sexualité.	
Comment les enfants/jeunes pensent qu'ils pourraient s'impliquer à l'avenir dans ce domaine ?	
Citations d'enfants (s'il y en a)	
Autres informations pertinentes à partager	